



ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS
PARIS SCHOOL OF ECONOMICS

ProF-En-EcoS
Programme de Formations
des Enseignants d'Économie du Secondaire et du Supérieur
(Labex OSE)

Vendredi 27 mars 2015

Maison des Sciences économiques, 106-112 boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris

(métro Campo Formio - ligne 5)

Salle des thèses, 6^{ème} étage

Objet de la formation :

Formation des professeurs d'Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain suite à la réforme des programmes des classes préparatoires économiques et commerciales.

- | | |
|--------------------|--|
| 9h - 9h30 | Accueil café des stagiaires |
| 9h30 - 11h | Elvire Guillaud : « Quelle politique pour réduire les inégalités ?
Le paradoxe de la redistribution » |
| 11h30 - 13h | Patricia Crifo : « La responsabilité sociétale de l'entreprise :
mirage ou virage ? » |

Pause déjeuner – Plateaux repas, salles B2-1 et B2-2, MSE

- | | |
|--------------------|--|
| 14h30-16h00 | Emmanuel Carré : « La politique monétaire dans tous ses états » |
|--------------------|--|

Organisation : Jézabel Couppey-Soubeyran (Paris 1 – PSE) & Sandrine Yvanies (APHEC)

Contacts : couppey@univ-paris1.fr et yvanies@voila.fr

La responsabilité sociétale de l'entreprise : mirage ou virage ? , Patricia Crifo (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

La notion de responsabilité sociétale de l'entreprise ou responsabilité sociale et environnementale (RSE) soulève autant d'espoir que de scepticisme. La RSE se définit comme le fait, « non seulement de satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi d'aller au-delà et d'investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes ». Pourquoi les entreprises auraient-elles intérêt à s'engager volontairement à aller au-delà de la réglementation en matière environnementale, sociale et de gouvernance ? Pour Friedman (1970) en effet, la seule responsabilité des entreprises est d'accroître les profits ; elles n'ont pas à se substituer à des gouvernements élus pour fournir des biens publics ou corriger des externalités car elles n'en ont pas la légitimité politique. Pourtant, comme le soulignent Bénabou et Tirole (2010), la RSE peut représenter une réponse à des imperfections non seulement de marché mais aussi de gouvernements. On présentera ici les déterminants économiques des stratégies RSE, en lien notamment avec les principales catégories d'imperfections de marché - externalités ; concurrence imparfaite ; et contrats incomplets.

Quelle politique pour réduire les inégalités ? Le paradoxe de la redistribution, Elvire Guillaud (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, PSE)

Alors que les inégalités sont en constante augmentation depuis 30 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les populations de ces pays s'accordent étonnamment sur la distribution idéale des richesses : les Américains comme les Français préféreraient vivre dans un pays qui a la répartition des richesses de la Suède... plutôt que celle des Etats-Unis. En revanche, il existe bien au sein de ces populations de nombreux désaccords sur les politiques qui affectent cette distribution, telles que la fiscalité et la protection sociale. Quelle politique faut-il alors mettre en œuvre pour réduire les inégalités ? Tandis que l'économie préconise de cibler les prestations sociales sur ceux qui en ont le plus besoin, l'économie politique suggère de faire l'inverse. C'est ce qu'on appelle le « paradoxe de la redistribution » : plus les politiques sont ciblées sur les pauvres, moins la pauvreté est réduite. La présentation exposera les raisons de ce paradoxe et, à partir d'exemples concrets, montrera ses conséquences pour l'avenir de la protection sociale.

La politique monétaire dans tous ses états, Emmanuel Carré (Université Paris 13)

La crise financière enclenchée en 2007 a bouleversé la théorie comme la pratique de la politique monétaire. Les banques centrales ont expérimenté des mesures dites « non conventionnelles ». Ces dernières n'ont pas eu la même ampleur partout, ni nécessairement les mêmes formes (quantitative easing, qualitative easing, LTRO, VITRO, TLTRO, ...). Quels ont été les effets à court terme de ces mesures non conventionnelles ? Sont-elles parvenues à endiguer la déflation ? Quelles en seront les conséquences à plus long terme ? Se révéleront-elles inflationnistes ou sont-elles en train d'alimenter de nouvelles bulles ? Quand et comment mettre fin à l'assouplissement monétaire sans déstabiliser les marchés ? A l'avenir, saura-t-on faire évoluer les missions des banques centrales pour mieux prévenir les crises financières ? Les banques centrales reviendront-elles sur leur stratégie de ciblage de l'inflation ? Ajusteront-elles leur taux directeurs en fonction des tensions financières ? Mèneront-elles une politique macroprudentielle ?